

Message adressé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI à la deuxième édition du Forum International "Dakar-agricole", organisée sous le thème "Questions fondamentales relatives à la régulation et à la gouvernance agricoles mondiales" (Dakar, 18 avril 2011)

(Lecture est donnée par le Premier ministre, M.Abbas El Fassi)

"Louange à Dieu,

Paix et prière sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons,.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Il Nous est particulièrement agréable de Nous adresser aux participants à ce 2ème Forum International du «Dakar-Agricole», consacré au thème de la régulation des marchés agricoles et de la Gouvernance Mondiale.

Nous saluons à cet égard, l'initiative de Son Excellence le Président Abdoulaye Wade d'organiser ce forum qui représente un cadre d'échanges sur des problématiques agricoles déterminantes, et une opportunité pour les pays du Sud de mener une réflexion commune sur les questions fondamentales de la sécurité et de la souveraineté alimentaires.

Nous rendons hommage à l'esprit visionnaire de Me Wade dont les grandes réalisations et les louables initiatives procèdent d'une profonde conviction panafricaniste.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Les conclusions du premier Forum du «Dakar Agricole», organisé en 2005, ont constitué le point du départ d'une démarche novatrice dont l'ultime objectif est de résorber la fracture agricole mondiale.

Il s'agit maintenant de se pencher sur des questions essentielles et d'aboutir à des recommandations pertinentes sur les thématiques de la souveraineté et de la sécurité alimentaires, ainsi que sur les mécanismes de régulation des marchés agricoles dans le cadre d'une nouvelle gouvernance mondiale.

Dans la conjoncture mondiale actuelle, l'agenda international met l'accent sur la nécessité d'identifier les ajustements à apporter en matière de régulation agricole. Vos conclusions refléteront sans nul doute la

volonté partagée des pays du sud de contribuer à la redéfinition de la gouvernance mondiale.

En effet, la succession des crises alimentaires et les perspectives inquiétantes de crises agricoles dues aux dysfonctionnements d'un système agricole globalisé, sont venues rappeler que les politiques agricoles nationales dépendent fortement de leur degré d'insertion dans les échanges internationaux de denrées alimentaires. De ce fait, la question de la sécurité alimentaire des pays africains demeure particulièrement préoccupante.

A cet égard, les plus hautes instances internationales ne cessent de mettre les nations en garde sur la question de la sécurité alimentaire et d'appeler au doublement de la production agricole mondiale à l'horizon 2050. Ainsi, la conjoncture internationale plaide en faveur d'une politique agricole et alimentaire mondiale dans le cadre de laquelle seront définis des principes de régulation des marchés.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique est tenue de revaloriser son potentiel agricole pour pouvoir relever les défis à venir. Le Continent africain doit consolider son développement agricole et construire des stratégies solides et durables afin de renforcer la lutte contre la pauvreté et de répondre à la problématique de la sécurité alimentaire.

La promotion de la coopération sud-sud dans le domaine agricole pourrait concourir de façon significative à atteindre cet objectif en termes d'opportunités d'échanges et de complémentarité.

Le Maroc et le Sénégal, à travers leurs plans respectifs "Plan Maroc Vert" et "Révolution Verte", ont à ce titre plusieurs axes de coopération fructueuse pour une sécurité alimentaire partagée.

A cet égard, la maîtrise de la gestion des ressources en eau, l'amélioration de la base productive et l'augmentation de la productivité agricole, représentent des créneaux de partage d'expertises et de savoir-faire à encourager.

Grâce à son potentiel en terres agricoles et à ses ressources hydriques, notre continent recèle de réels gisements de croissance agricole. Des pays comme le Sénégal ont déjà amorcé leur développement vert grâce à des réformes structurelles prometteuses et à la définition d'objectifs précis en termes d'augmentation de la production et d'amélioration des rendements. Ces initiatives mériteraient d'être dupliquées dans les régions africaines qui peinent aujourd'hui à développer leur agriculture.

L'Afrique se doit de jouer un rôle actif au plan international, en matière de sécurité alimentaire. Cela implique nécessairement des investissements massifs dans les projets agricoles et d'infrastructures, notamment les infrastructures hydro-agricoles et le renforcement des circuits logistiques de distribution et d'accès aux marchés.

Cette mobilisation des bailleurs de fonds doit davantage se renforcer dans le futur pour contribuer à sécuriser les stratégies agricoles africaines et leur permettre d'atteindre leurs objectifs.

Les Etats africains devraient également formuler et appliquer des politiques tenant compte des synergies entre l'agriculture et l'environnement, dans le but de promouvoir le développement durable en Afrique.

C'est cet équilibre qui permettra à nos pays d'assurer leur sécurité alimentaire dans le futur.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Soucieux d'assurer sa souveraineté alimentaire et conscient du rôle fondamental du secteur agricole dans le développement intégré du pays et sa modernisation, le Royaume du Maroc a mis en place, parmi les grandes réformes structurantes, le Plan stratégique "Maroc Vert".

Cette nouvelle stratégie vise à faire du secteur agricole le principal levier de croissance pour les quinze prochaines années et à assurer à l'agriculture marocaine les conditions d'un développement durable.

Elle s'appuie sur une approche résolument orientée vers la lutte contre la pauvreté par l'intégration des populations rurales les plus fragiles dans des systèmes économiques viables et durables, leur permettant d'augmenter significativement et durablement leur revenu.

L'ensemble des projets prévus dans le cadre de cette stratégie nationale ambitieuse prennent en compte les dimensions environnementales et la nécessaire adaptation de l'agriculture marocaine aux changements climatiques. Ils préconisent, à cet effet, l'instauration d'un équilibre entre le développement humain, et la gestion rationnelle des ressources naturelles.

Outre l'objectif d'augmentation significative de la production agricole, le Plan Maroc Vert converge parfaitement avec les grands enjeux internationaux en matière de sécurité alimentaire. Il favorise ainsi l'insertion de la petite agriculture dans les échanges internationaux à travers l'amélioration de la productivité et l'appui à la reconversion vers des secteurs de production porteurs comme les produits de terroir.

Pour la mise en oeuvre du Plan Maroc Vert, un important effort d'investissement est consenti actuellement par le gouvernement marocain dans des projets agricoles, hydro-agricoles et dans les infrastructures logistiques.

Cet effort est soutenu par des bailleurs de fonds nationaux et internationaux de référence, tels que la Banque mondiale, l'Union européenne et le Fonds International du Développement de l'Agriculture.

Ces partenaires ont apporté leur soutien au Plan Maroc Vert, s'agissant d'une stratégie qui a donné la preuve de sa pertinence et de son originalité. Il est ainsi considéré comme un modèle réussi de développement agricole qui pourrait servir de plate-forme de connaissance et d'expertise pour la région.

Les bailleurs de fonds agissant dans les domaines sociaux ont également été sollicités pour accompagner cette stratégie, compte-tenu de son impact profond en termes de développement humain et de lutte contre la pauvreté.

Au-delà de l'aspect financier, l'implication de ces acteurs financiers permet de capitaliser sur des expériences locales et d'accroître le bénéfice des meilleures pratiques. Elle permet également d'introduire des outils de gouvernance modernes et efficaces.

L'ouverture nécessaire aux échanges internationaux des matières premières et les Accords de Libre échange revêtent une importance particulière dans la stratégie du Plan Maroc Vert, dans la mesure où ils permettent au Maroc de disposer de nouveaux débouchés pour ses produits et de fructifier ses échanges commerciaux.

Ce chantier majeur représente un changement structurel profond qui permettra, sans nul doute, au secteur agricole marocain de gagner les paris de la modernisation, de la productivité et de la compétitivité. Il est à même d'assurer à l'ensemble des Marocains une meilleure sécurité alimentaire.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes convaincu que cet important forum, de par la haute qualité et le rang éminent des experts et décideurs qui y prennent part, constituera une force de proposition efficace.

Les travaux de cette rencontre contribueront sans nul doute à dégager les meilleurs moyens à mettre en oeuvre pour faire avancer la réflexion sur la sécurité alimentaire et la régulation des marchés agricoles, dans le cadre de principes novateurs pour une meilleure gouvernance mondiale.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh".

Map.ma